

[Voir](#)[Modifier](#)

Agriculture

Avis de décès de la recherche sur les OGM

Comme pour le gaz de schiste, le salut pour les semenciers français se trouve à l'étranger. La dernière porte, «en peuplier», vient de se refermer



Publié le jeudi 18 juillet à 19h18

Par Irène Inchauspé, Journaliste

[@Inchauspe](#)

Les faits - Le 13 juillet, l'INRA a détruit 1000 peupliers génétiquement modifiés, parce que l'autorisation de continuer les essais n'avait pas été demandée à temps et que le printemps a été pourri. Des prétextes pour tenter d'en finir définitivement avec les OGM.

« La recherche française sur les OGM a été enterrée définitivement le 13 juillet, déplore Marcel Kuntz, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de Physiologie cellulaire végétale. Sans essais aux champs, les travaux en laboratoire ne servent plus à grand chose. » La veille de la fête nationale, l'Institut national de recherche agronomique (INRA) a détruit les 1000 peupliers génétiquement modifiés qui poussaient depuis 1995 à Orléans. Ces peupliers à la composition en bois modifiée faisaient l'objet de recherches fondamentales afin d'examiner, entre autres, la possibilité de les utiliser comme biocarburant. Ils s'inscrivaient donc parfaitement dans la logique de « transition énergétique » et de ses quinze propositions dévoilées le 18 juillet. Tant pis. « Eu égard aux délais d'instruction de la demande de renouvellement de l'essai, aux engagements souscrits en 2007 dans le cadre de l'autorisation initiale, aux contraintes climatiques particulières du printemps 2013 et à leur influence sur l'expérimentation, et en l'absence de l'autorisation attendue, l'INRA a dû décider le vendredi 12 juillet de dévitaliser définitivement les peupliers génétiquement modifiés », a précisé l'INRA dans un communiqué.

Aucune Jeanne d'Arc ne prendra les armes pour se rebeller contre cette décision. Après avoir licencié Delphine Batho, François Hollande ne pouvait pas risquer de braquer tout de suite le nouveau ministre de l'Ecologie. Philippe Martin a mené, à la tête du Conseil général du Gers, un farouche combat contre les cultures OGM, allant même jusqu'à organiser un référendum sur le sujet qui sera annulé. Autre motif de satisfaction pour les écologistes : le groupe américain Monsanto vient de décider de retirer toutes ses demandes d'autorisation de culture d'OGM dans l'Union européenne, à l'exception du maïs MON810. Il avait déjà fait part fin mai de son intention de retirer ses demandes pour la culture en raison « de l'opposition croissante de l'opinion publique. » Celle-ci est particulièrement vive en France, qui a obtenu une clause de sauvegarde permettant de contourner l'autorisation européenne d'autoriser ce type de semence. Mais une nouvelle bataille juridique se profile à l'horizon. Le rapporteur public du conseil d'Etat a en effet demandé, le 5 juillet, l'annulation de l'arrêté de 2012 qui a suspendu la mise en culture des semences du maïs Monsanto en France; en indiquant notamment que le gouvernement doit apporter la preuve de l'existence d'un «risque grave» s'il veut durablement maintenir cette interdiction. Risque non avéré selon les conclusions du rapporteur.

A supposer que ce maïs MON810 soit cultivé de nouveau en France, nul doute que des « faucheurs » s'y opposeraient et feraient des interventions musclées dans les champs. « Dans une recherche

historique, j'ai recensé 80 destructions d'expérimentation d'OGM qui ont frappé la recherche publique, rappelle Marcel Kuntz. La première a eu lieu au Cirad de Montpellier en 1999.» Et cela continue : le 23 mai 2011, des activistes ont ainsi investi le Centre INRA d'Angers, pour s'opposer à des expérimentations de poiriers transgéniques résistants au feu bactérien. Une intrusion qualifiée d'« inspection citoyenne » ! Ne reste plus qu'à partir à l'étranger pour y faire des recherches... comme pour le gaz de schiste. Sur 43 demande d'essais en champs de végétaux OGM déposés à la Commission européenne en 2012, 30 visaient l'Espagne où, Limagrain, quatrième semencier mondial, conduit six essais. Principe de précaution, quand tu nous tiens.